

Le Suisse plurilingue

«Vous pourrez faire de lui un conseiller fédéral!», me suggèret-on souvent. Car mon fils grandit en trois langues: français, romanche et suisse allemand. Ayant une marraine tessinoise, il «boucle la boucle» pourrait-on dire. Le voici donc, notre plurilinguisme helvétique. La Suisse – et ses quatre cultures nationales – incarnée dans toute sa fraîcheur enfantine; riche de sa diversité, promis à de grandes choses. N'empêche que... Au-delà du défi que représente le déchiffrage des babillements d'un enfant de deux ans, les interpréter sans indication sur son humeur linguistique du jour peut relever d'une réelle gageure. Sans compter que viendra l'adolescence. Et possiblement un refus de s'exprimer dans une autre langue que celle du cercle social. Aux oubliettes le romanche de papa et le français de maman? Peut-être...

La route jusqu'au conseiller fédéral pourrait s'avérer longue. Mais je ne doute pas qu'avec un peu d'humour, d'amour, d'encouragements et de nécessité (des vacances chez les cou-

Qu'en est-il de cette Suisse qu'il est censé incarner si parfaitement? sins?), mon fiston deviendra un jour un locuteur enjoué du trilinguisme qui l'habite.

Mais qu'en est-il de cette Suisse qu'il est cense incarner si parfaitement? Si le cliche dont nous jouons à l'international met l'accent sur notre

plurilinguisme exemplaire, il est à craindre qu'en réalité, cette compétence ne dépasse pas le stade de mes espoirs de maman: tout est là, mais le potentiel portera-t-il ses fruits? Rares sont les Helvètes qui osent échanger avec leurs concitoyens sans passer par un anglais de cuisine. Les bredouillements inintelligibles de ma progéniture ne sont pas loin. Et la capacité d'adaptation promise retombe comme un flan. La curiosité des voisins linguistiques reste limitée, le courage de se lancer restreint.

L'enfance et l'adolescence passeront. Et s'ils profitent eux aussi d'encouragements et d'une certaine nécessité, les habitants de notre pays finiront bien par le vivre, ce cliché du Suisse plurilingue. Mais pour cela, il faudra que l'Etat ouvre la voie.